



**UN CENTRE DE RESSOURCES NATIONAL QUI FEDERE L'ENSEMBLE DES ACTEURS
PUBLICS DE L'ASSAINISSEMENT ET ACCOMPAGNE L'ACTION COMMUNE**

Stéphanie PROST-BOUCLE¹, Sophie BESNAULT¹, Estérelle VILLEMAGNE², Yoann LAVAUD³, Pascal MOLLE¹

¹ INRAE, Unité de Recherche REVERSAAL, 5 rue de la Doua, CS 20244, 69625 Villeurbanne Cedex

² OFB, 5 square Félix Nadar, 94300 Vincennes

³ ANSATESE, Charente Eaux, Domaine de la Combe, 241 rue des Mesniers, CS 71144, 16710 Saint-Yrieix-sur-Charente

Mots clés : appui aux politiques publiques, ateliers participatifs, diffusion de connaissances, groupe de travail national, procédés de traitement des eaux urbaines, réseau indépendant, retours d'expériences

Contexte initial de l'assainissement des petites collectivités

Avec près de 23 000 stations de traitement des eaux usées, la France possède un patrimoine important de systèmes de collecte et de traitement des eaux usées domestiques, porteur d'enjeux considérables aussi bien environnementaux qu'économiques. Les petites et moyennes collectivités (capacités inférieures à 10 000 équivalents-habitants) représentent plus de 90 % du nombre de stations et n'ont pas les moyens de porter une ingénierie interne. Elles doivent donc notamment décider des investissements en s'appuyant sur l'ingénierie privée et l'appui d'organismes publics au niveau départemental (DDT, SATESE) et de grandes politiques publiques par bassins (Agences de l'eau, Offices de l'eau) ou nationales (OFB, Ministères). Or, au début des années 2000, en lien avec une injonction politique prégnante pour mettre en conformité l'assainissement des petites communes, les informations techniques concernant les procédés nouveaux étaient souvent dispersées, éventuellement contradictoires voire inexistantes. Ces collectivités et les services déconcentrés de l'Etat se retrouvaient donc démunis pour assurer des investissements technologiques pertinents et adaptés au contexte rural.

Problématique de l'indépendance des recommandations

Dès lors, des initiatives ont émergé entre différents acteurs publics (Agences de l'eau, SATESE, INRAE – Cemagref à l'époque) pour organiser du retour d'expérience sur certains territoires afin de guider la décision publique. Le groupe national Epnac a été créé par INRAE en 2008 face à l'intérêt partagé, à l'échelle nationale, d'organiser et de capitaliser le retour d'expérience, de transmettre les connaissances et de prendre en compte les visions multiples des différents acteurs publics (réglementaires, financières, techniques, environnementales). L'objectif était de mutualiser l'acquisition et la diffusion d'informations de référence et d'accompagner les politiques publiques. Il rassemble l'OFB, le Ministère en charge de l'écologie et ses services déconcentrés DEAL et DDT, les 6 Agences de l'eau, les Conseils départementaux (SATESE), l'OiEau et des ingénieurs et chercheurs de l'unité de recherche REVERSAAL d'INRAE. La participation exclusive d'organismes publics assure une indépendance de points de vue appréciée par les maîtres d'ouvrages et maîtres d'œuvres.

Un centre de ressource multi-acteurs et participatif pour une meilleure réponse aux problématiques de terrain

La complémentarité des membres du groupe Epnac est en lien avec leurs missions d'action publique tant à l'échelle territoriale que nationale. Elle apporte une richesse précieuse pour une meilleure prise en compte des différentes contraintes techniques, économiques, géographiques ou réglementaires qui impactent les choix en termes de gestion des eaux urbaines. Les membres choisissent ensemble les sujets à aborder et coconstruisent les réponses. La priorisation des actions du groupe se fait dans le cadre d'un comité de pilotage semestriel dans lequel chaque partenaire est représenté.

Les actions sont menées dans des ateliers pluriannuels spécifiques auxquels participent des membres des acteurs publics partenaires d'Epnac, sur la base du volontariat. Ces ateliers peuvent mettre en œuvre différentes actions pour collecter, produire et diffuser des connaissances partagées au niveau national. Les travaux prennent par exemple la forme d'enquêtes, de mesures de terrain ou encore de synthèses bibliographiques et visent à diffuser des notes ou guides méthodologiques, des évaluations de procédés ou des cadrages réglementaires.

Le comité de pilotage s'adapte donc aux problématiques de terrain et évolutions de la réglementation pour faire émerger des sujets en lien avec les besoins. A ce titre, en 2019, après 10 ans de fonctionnement du groupe Epnac,

les orientations du groupe se sont élargies vers la gestion des eaux urbaines dans leur ensemble en intégrant les questions d'eaux pluviales et des objectifs de réutilisation des eaux traitées.

Les acteurs de l'assainissement n'étant pas seulement les membres du groupe, Epnac s'attache depuis son origine à maximiser l'impact des connaissances produites pour une meilleure appropriation sur le terrain. Les documents produits sont en libre accès sur le site internet www.epnac.fr et des événements de diffusion ciblés sont organisés :

- Le **colloque annuel Journées Techniques Epnac** rassemble en moyenne 130 participants des organismes membres d'Epnac venant de l'hexagone et outre-mer. Le programme, élaboré par le comité de pilotage, présente les avancées scientifiques, les retours d'expériences ainsi que des points d'actualité réglementaire ou de politique publique. En plus d'objectifs d'information et d'échanges indépendants, ces journées visent à fédérer la communauté autour du groupe Epnac et à favoriser les échanges entre acteurs locaux.
- La journée annuelle de formation Epnac organisée en distanciel avec l'OiEau vise un public plus large (collectivités, bureaux d'études) pour présenter les nouvelles avancées issues du groupe de travail.

Un réseau indépendant au service des politiques publiques et de leurs évolutions

Après 17 ans de fonctionnement, le groupe national Epnac est une référence en termes d'appui aux politiques publiques pour le monde des eaux urbaines des petites et moyennes collectivités. Il permet non seulement de produire des connaissances, des méthodologies, outils ou cadres réglementaires pour tous, mais aussi une animation à l'échelle nationale des acteurs publics territoriaux et nationaux. Il permet aux différents acteurs de se comprendre et de coconstruire ensemble, dans un cadre scientifique rigoureux, des documents et outils qui répondent aux problématiques de terrain dans un cadre économique et réglementaire contraint. Le groupe a su faire évoluer ses thématiques d'études au fil du temps et devra certainement continuer à le faire au regard des évolutions réglementaires en cours (nouvelle Directive cadre sur les Eaux Résiduaires Urbaines DERU 2 en cours de transposition).

Ainsi, Epnac est un réseau multi-acteurs basé sur une coopération de personnes volontaires. Son mode de fonctionnement est inédit à l'échelle nationale, en particulier sa structuration en ateliers participatifs, sur un socle d'experts indépendants. Si leurs intérêts ou leurs feuilles de route respectives diffèrent sur certains aspects, ils ont pour objectif commun l'optimisation des moyens pour un meilleur usage des deniers publics dédiés *in fine* à la protection de la ressource en eau et de ses usages.

